L'euro fête ses dix ans avec une crédibilité renforcée

La zone euro, qui rassemblera 329 millions de personnes dans 16 pays européens après l'adhésion de la Slovaquie le 1er janvier, représente 16,5% de la richesse mondiale. La deuxième devise mondiale après le dollar représente 27% des réserves de changes mondiales.

(afp) - Renforcée par le rôle de bouclier qu'elle a joué pendant la crise financière, la monnaie européenne fête ses dix ans avec d'autant plus de crédibilité que les difficultés économiques semblent favoriser une réelle coordination politique de la zone euro.

La zone euro, qui rassemblera 329 millions de personnes dans 16 pays européens après l'adhésion de la Slovaquie le 1er janvier, représente 16,5% de la richesse mondiale.

Avec cinq nouveaux membres en dix ans, dont quatre depuis 2007, elle ne cesse de s'élargir. L'euro semble plus crédible et prisé que jamais.

Il a été perçu comme un rempart face à la crise financière, suscitant un regain d'intérêt de pays de l'UE qui boudaient jusqu'ici la monnaie unique, comme le Danemark ou la Suède - jusqu'en Islande, qui n'est même pas dans l'Union européenne.

"Dans cette période de crise, l'euro protège les entreprises contre la volatilité des taux de change qui les avait durement touchées lors de phases de récession précédentes", soulignait récemment le président de la Commission européenne José Manuel Barroso.

Les atouts de la monnaie unique européenne, devenue la deuxième devise mondiale après le dollar, ne s'arrêtent pas là: elle représente 27% des réserves de changes mondiales, traite d'égal à égal avec le dollar et le yen sur la scène mondiale et permet d'éviter des crises monétaires à répétition.

"Face à la crise financière, sans l'euro, il y aurait eu une pagaille monétaire incroyable en Europe avec au moins cinq ou six dévaluations et une compétition monétaire qui aurait à mon avis menacé le marché unique", estime Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman.

L'euro a aussi permis de renforcer la convergence des économies européennes, notamment avec la création de l'Eurogroupe, le forum informel des ministres des Finances de la zone euro qui se réunit une fois par mois.

Mais la zone euro souffre encore d'un déficit de représentation à l'international: elle n'a pas de représentation propre dans les forums internationaux, comme le Fonds monétaire international ou le G7.

Et elle manque de pilotage politique commun des gouvernements.

La France lance des appels répétés depuis dix ans pour la constitution d'un véritable "gouvernement économique" de la zone euro, qui l'érigerait en interlocuteur politique face à la toute-puissance monétaire de la Banque centrale européenne.

Mais ce concept a toujours paru suspect aux Allemands, qui y ont vu une menace pour l'indépendance de la BCE.

La crise financière a peut-être réussi là où dix ans d'union monétaire avaient échoué. Elle a permis l'organisation d'un sommet des chefs d'Etat de la zone euro en octobre à Paris --le premier du genre-- sur les difficultés bancaires, et ce sommet, ainsi que les mesures coordonnées de soutien au secteur bancaire et le plan de relance européen, marquent un tournant.

"Jamais depuis que j'exerce des fonctions de Premier ministre et de ministre des Finances je n'ai vu l'Europe gouvernée avec autant d'intensité", a dit le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, vieux routier des sommets européens.

"Jusqu'ici, on ne savait pas très bien ce que voulait dire +gouvernement économique+", explique Jean Pisani-Ferry, du centre d'études européennes Bruegel. Or le plan de relance coordonné a fourni "un cas concret" et "montré qu'il faut avoir des dispositifs de coordination qui vont au-delà de la simple surveillance".

Les divisions entre grands pays européens sur la meilleure stratégie à suivre ont cependant montré que les choses restaient difficiles. "J'espère que les gouvernements vont en tirer les conclusions à l'avenir", mais "on a encore énormément d'efforts à faire", souligne Jean-Dominique Giuliani.

09:30 - 21/12/2008 Copyright © L'Echo.be

Faut-il baisser la TVA ?

Par Thomas Piketty

Que penser des violentes critiques exprimées en France et en Allemagne sur le plan de relance britannique ? D'abord qu'en dépit des autocongratulations hexagonales sur les six mois de présidence française, l'Europe ne s'est en réalité jamais aussi mal portée. Il ne s'agit pas de prétendre ici que la baisse du taux général de TVA de 17,5 % à 15 % décidée par Gordon Brown soit la solution miracle pour éviter la récession. Chaque pays a ses spécificités, et il est bien évident que le Royaume-Uni, dont le secteur financier a été frappé de plein fouet par la crise mondiale, s'apprête en tout état de cause à vivre des heures particulièrement difficiles. Mais il est affligeant que le plan Brown ait été immédiatement repoussé par les gouvernements français et allemand, sans aucun débat. D'autant plus que les arguments utilisés contre la baisse de la TVA sont aussi contradictoires qu'infondés économiquement.

On reproche tout d'abord aux baisses de TVA de ne pas se répercuter intégralement en baisses de prix. Mais il n'existe aucune raison pour qu'une telle répercussion intégrale se produise. Economiquement, il est parfaitement normal que les baisses de TVA se partagent entre entreprises et consommateurs suivant l'élasticité de l'offre et de la demande de biens dans les différents secteurs. Dans les secteurs en surcapacité de production, la concurrence conduit à de fortes baisses de prix et à une relance de la demande. En revanche dans les secteurs où de nouveaux investissements sont nécessaires pour augmenter la production, les baisses de TVA permettent aux entreprises de reconstituer leurs marges, ce qui est une excellente chose. Ainsi, une baisse de la TVA produit à la fois une relance de la demande et de l'investissement, conformément à la théorie de l'incidence fiscale. Avant de stigmatiser le «keynésianisme grossier» des Britanniques, le ministre social-démocrate allemand des Finances aurait été mieux inspiré de relire ses manuels d'économie.

Le second reproche adressé aux baisses de TVA est qu'elles favoriseraient avant tout les importations. Il est certes préférable que ces baisses soient coordonnées, d'où la proposition intéressante du *think tank* Bruegel de réduire simultanément d'au moins un point la TVA dans tous les pays européens. Mais subordonner l'ensemble du débat fiscal et budgétaire à cette question des importations est insensé ! La totalité des importations de biens de consommation (des textiles aux chaussures en passant par les jouets et l'électronique) représentait à peine 70 milliards d'euros, en 2007, soit tout juste 7 % des quelque 1 000 milliards d'euros consommés par les ménages français. Quant au total des importations, il se monte à 25 % du PIB (dont 70 % issus du commerce intra-européen) : comme le rappelait Philippe Martin la semaine dernière, la part des importations est en réalité plus importante pour les biens d'investissement et les consommations intermédiaires que pour les biens de consommation. Au final, le fait majeur est que 75 % du PIB correspond à des biens et services produits en France et consommés (ou investis) en France. Prétendre réduire l'analyse d'un outil fiscal général comme la TVA à la question de son incidence sur les échanges commerciaux est incroyablement réducteur. Et si l'on pense vraiment que le bien-être des Français passe par une taxation accrue des biens importés de l'étranger, alors

assumons clairement une hausse des taxes sur les importations, et arrêtons de polluer l'ensemble du débat fiscal et politique avec cette question. Comme l'a si bien montré Paul Krugman aux Etats-Unis, cette obsession pour les importations et la «compétitivité» finit par ramollir toute forme de pensée économique, aussi bien à droite (où les ayatollahs de la TVA sociale semblent prêts à remettre sur la table leur projet de hausse de la TVA !) qu'à gauche : certains socialistes français ne sont pas loin de penser la même chose, comme le montre leur timide proposition de baisse «ciblée» de TVA (en langage clair : pas de baisse du taux général, le seul qui compte d'un point de vue macroéconomique).

C'est d'autant plus regrettable qu'un avantage additionnel du plan de relance par la baisse de TVA est son efficacité immédiate (contrairement par exemple aux investissements publics, qui mettent des années avant de se réaliser, comme le savent par exemple toutes les personnes concernées par le plan Campus !) et sa transparence : quand on baisse la TVA, on injecte de l'argent sonnant et trébuchant dans l'économie, par opposition à toutes les manipulations comptables et autres opérations de communication qui ont cours actuellement. Osons un pronostic et formons un vœu : le débat sur la relance par la baisse de la TVA pourrait bien rebondir en 2009.

Thomas Piketty est directeur d'études à l'EHESS et professeur à l'Ecole d'économie de Paris.

23.12.08

el Periódico.cat /

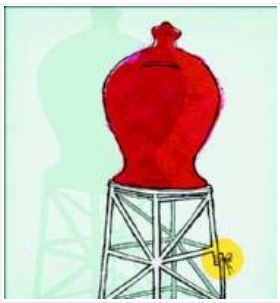
Dijous des. 2008 25

25/12/2008 EL PACTE NACIONAL PER A LA RECERCA I LA INNOVACIÓ

L'eficiència en la investigació

Tenim una universitat pública mal finançada i amb resultats per sota dels obtinguts en països veïns

- La inversió pública i privada en innovació a Catalunya ha d'arribar al 2,3% del PIB el 2013



MARTÍN TOGNOLA

JOAQUIM Coello*

És ja una evidència que la crisi a Espanya i també a Catalunya ha accentuat el problema d'ineficiència de la nostra economia, que requereix una profunda transformació.

A l'economia espanyola i catalana hi ha tingut un pes excessiu la construcció, un 11 %, important per l'alt nivell d'ocupació que generava i que ha creat quasi un milió d'aturats en un any quan l'activitat del sector ha caigut a la meitat. Però a Catalunya la indústria i els serveis associats generen més del 55 % de la nostra riquesa i per tant s'ha de millorar l'eficàcia d'aquest teixit industrial, el més internacional de l'Estat, perquè és la columna vertebral de la nostra economia.

Hem de fer un esforç en recerca i innovació per augmentar el valor afegit dels nostres productes i serveis, especialment i amb urgència en sectors en què, per a la seva maduresa, aquest esforç és essencial si volem retenir les capacitats productives i potenciar les tècniques, de disseny i comercials.

LA RECERCA i la innovació tenen dos canals. El públic, que transita a través dels centres de recerca i la universitat, i el privat, que desenvolupen les empreses. És una prova de la seva eficiència que la despesa pública en recerca sigui suficientment atractiva i dinamitzadora perquè generi i marqui el ritme de la inversió privada. El paràmetre per conèixer l'eficiència dels diners públics invertits en recerca és mesurar la inversió que genera a les empreses.

Per cada euro que inverteix l'Administració a Catalunya en recerca, les empreses del país n'inverteixen 1,7; a la UE (els primers 15 països) 1,8 euros; als EUA, 2,8 euros, i a la resta d'Espanya únicament 1,2. Catalunya té un nivell d'eficiència superior al d'Espanya, semblant al d'Europa, però encara és lluny del dels EUA.

El volum de la inversió en recerca a Catalunya és del 1,5 % del PIB, és a dir, de la generació de riquesa del país, i aquesta proporció és del 1,91 % a la UE (15), i del 2,6 % als EUA. Aquí la nostra distància respecte d'Europa és més gran.

La Generalitat ha publicat amb un recolzament social ampli el Pacte Nacional per la Recerca i la Innovació i ha portat al Parlament el Pla de Política Industrial. El valor singular d'aquestes propostes està en en el fet que defineixen la política global per millorar la productivitat i l'eficiència del nostre sector industrial, i comprometen les inversions públiques en recerca que permetran arribar al 2,3 % del PIB l'any 2013, pel total de la inversió pública i privada.

Els dos vectors d'aquesta política són la innovació i la internacionalització, aquesta última com a necessari complement de la primera. Si es duen a terme i el finançament públic és real, la millora del sector industrial tindrà efectes visibles sobre el conjunt de l'economia. És aquí on rau el punt feble d'aquesta essencial política, perquè la universitat canalitza més del 60% de tot el que inverteixen els poders públics en recerca.

En el més reconegut dels rànquings de valoració d'universitats, Espanya està amb els països més endarrerits de la UE: Polònia, Hongria i Grècia. Segons aquest referencial, les nostres universitats tenen un nivell de finançament públic baix en proporció al PIB del país, però Espanya està al nivell de països com França, Alemanya i el Regne Unit, encara que en despesa per estudiant estem en nivells inferiors a causa del gran nombre d'estudiants en proporció a la població i a l'inferior nivell de renda del nostre país.

Tenim una universitat pública certament amb insuficient finançament però amb resultats per sota dels obtinguts en països del nostre entorn amb despesa similar, és a dir, la universitat catalana i espanyola, mesurades en criteris objectius i equivalents als països de la UE, és ineficient.

La causa d'aquesta situació són els problemes estructurals de la nostra universitat. L'*Informe Bruegel* assenyala com a problemes que directament influeixen en l'eficàcia tant docent com de recerca, la manca de capacitat de contractació lliure de professors, l'endogàmia dels claustres, la insuficient claredat en el retiment de comptes, així com la manca d'autonomia que es confon sovint amb autogovern. Una universitat només pot estar autogovernada si els seus òrgans de direcció son elegits internament, però en canvi no serà autònoma si aquests elegits no poden desenvolupar politiques independents basades en l'eficiència i no disposen d'autonomia financera.

ES DIU sovint que la reforma universitària és complexa i és cert, però sobretot és conflictiva perquè les condicions que fan més eficient el sistema són les mateixes que porten a la flexibilització de la rigidesa administrativa en l'obertura, en la competència i en la desaparició del corporativisme. És paradoxal i

greu que aquesta reforma sigui contraria al sentiment que representa --encara insuficientment formulat-- el rebuig dels estudiants respecte al pla de Bolonia en la defensa d'un finançament públic incondicionat i igualitari. És per això que la gestió d'aquesta crisi és tan delicada.
D'aquesta manera, per millorar la nostra economia a mitjà termini és inevitable desenvolupar les tres polítiques de manera coordinada i simultània: Pacte per la Recerca, el Pla de Política Industrial i la reforma de la universitat.
Són sempre els canvis d'estructura i de model els més difícils, però no fer-los suposa treballar i gastar més per aconseguir menys. No sembla que el país ara s'ho pugui permetre.

*Enginyer

FT.com FINANCIAL TIMES

Close

The Eurozone Stimulus That Never Was

Print

By Tony Barber
Published: December 27 2008 02:00 | Last updated: December 27 2008 02:00

The European Union's much-touted €200bn fiscal stimulus package is looking more like one of those trick cigars that I remember from years ago. A trick cigar looks like a cigar. It feels like a cigar. But when you try to smoke it, nothing happens.

In the case of the stimulus, the €200bn exists on paper, but there isn't much evidence of it in the real world. This is explained by David Saha and Jakob von Weizsacker in a study for the Bruegel think-tank. They say only one country in the 15-nation eurozone - Spain - is genuinely applying the classic Keynesian recipe of increased deficit spending to counter a downturn.

Italy is the counter-example. Officials in Rome recently unveiled an €80bn stimulus - roughly 5 per cent of gross domestic product - but the Bruegel economists find that Italian measures announced since September add up not to a stimulus, but to a fiscal tightening of €300m. In fact, with a public debt higher than its annual economic output and with markets nervous about such traditionally profligate borrowers as Rome, there are good reasons Italy shouldn't embark on a spending spree.

The reality is that Europe's leaders are loath to do anything that might imperil the euro or the cohesion of the eurozone. For them, this is the multinational European project that matters. As far as possible, therefore, they will try to stay within the limits set by the Stability and Growth Pact, the EU's fiscal rulebook. And this means restricting the scope of a European fiscal stimulus.

Tony Barber is the FT's Brussels bureau chief. http://blogs.ft.com/brusselsblog/

Copyright The Financial Times Limited 2009

"FT" and "Financial Times" are trademarks of the Financial Times. Privacy policy | Terms
© Copyright The Financial Times Ltd 2009.

Bratislava: Die slowakei führt zum Jahreswechsel den Euro ein.
Interview

"Je länger die Staaten warten, desto schlimmer der Abschwung"

Makro-Ökonom Jean Pisani-Ferry über den Protektionismus, Trittbrettfahren und ein Rettungspaket für Osteuropa

Das Gespräch führten Robert von Heusinger und Werner Balsen

Herr Professor Pisani-Ferry, Deutschland wird international kritisiert, weil es zu wenig zur Stimulierung der Nachfrage tut. Zu recht?

Es stimmt, dass Europa deutlich mehr für die Konjunktur tun muss. Und zwar schnell. Je länger die Staaten warten, desto schlimmer wird der Abschwung, desto negativer die Erwartungen. Wenn Deutschland Mitte Januar entscheidet, was es zusätzlich zu tun gedenkt, ist das höchste Zeit.

Deutschland wird aber nicht nur kritisiert, weil es zu langsam auf die Krise reagiert.

Wir haben untersucht, wie viel Geld die einzelnen EU-Länder seit September locker gemacht haben, um im nächsten Jahr durch höhere Ausgaben und Steuersenkungen die Volkswirtschaft zu stützen. Bei unseren Berechnungen kommt Deutschland nicht so schlecht weg. Denn uns hat nicht interessiert, was die Intention war, also ob das Konjunkturprogramm genannt worden ist oder - wie bei der Pendlerpauschale in Deutschland - aus einer Gerichtsentscheidung resultierte. Das Ergebnis: Im Mittel der EU sind es gerade mal 0,6 Prozent gemessen am Bruttoinlandsprodukt (BIP). England kommt auf 1,1 Prozent, Frankreich auf 0,7 und Deutschland auf 0,6. Italien dagegen hat noch gar nichts unternommen.

Ab welcher Größenordnung wären Sie denn zufrieden?

Europa müsste mindestens ein, besser 1,5 Prozent gemessen am BIP über Schulden finanzieren.

Finanzminister Peer Steinbrück argumentiert, er sehe nicht ein, dass Deutschland, das seine Hausaufgaben gemacht hat und fast einen ausgeglichenen Staatshaushalt aufweist, nun stärker in die Pflicht genommen wird, als andere Länder. Hat er recht?

Ich kann verstehen, dass Deutschland nicht mehr zahlen will als andere Länder. Es wäre besser, wenn jedes Land im gleichen Ausmaß die Konjunktur stützen würde. Die Länder, die heute schon an der Neuverschuldungsgrenze entlang schrammen, sollten sich verpflichten, nachhaltige Reformen in die Wege zu leiten. So können sie glaubhaft machen, dass sie ihre Neuverschuldung wieder in den Griff bekommen.

Sie fordern einen intertemporären Stabilitätspakt, damit im Schnitt der Jahre die Drei-Prozent-Grenze eingehalten wird?

So ist es. Die Gegenfinanzierung für die höheren Defizite muss morgen, nicht heute erfolgen. Ein einfaches Beispiel: Ein Land, das erst im Jahr 2012 Geld für eine neue Autobahn ausgeben wollte, soll das Projekt vorziehen, aber dann 2012 kein Geld mehr für neue Autobahnen aufwenden.

Wäre es aus Sicht der Deutschen, die stark vom Export abhängen, nicht klug, nur die anderen europäischen Staaten Konjunkturprogramme auflegen zu lassen?

Dieses Trittbrettfahren werden sich die anderen Länder nicht gefallen lassen. Der Nachfrageeinbruch weltweit ist dramatisch. Wir müssen höllisch aufpassen, dass das nicht zu nationalen Egoismen und Protektionismus führt.

Sie meinen zur Wiedereinführung von Zöllen?

Russland macht das gerade, aber ich glaube nicht, dass es ein generelles Phänomen sein wird. Diese Lektion haben wir aus den 30er Jahren gelernt. Die Gefahr geht vom neuen Protektionismus aus. Da werden dann etwa einzelne Industriezweige subventioniert, die für die heimische Wirtschaft besonders wichtig sind. Selbst die verständliche Idee der Deutschen, Druck auf die großen Konzerne auszuüben, damit diese keine Stellen im Inland streichen, ist gefährlich. Denn dann werden logischerweise mehr Arbeitsplätze bei den ausländischen Tochtergesellschaften in Tschechien, der Slowakei oder auch Holland abgebaut. Deshalb müssen sich alle Länder kooperativ verhalten.

Zeigt der neue Protektionismus nicht, dass die Währungsunion auch eine Wirtschaftsregierung braucht?

Wie soll die Wirtschaftsregierung aussehen? Die Franzosen propagieren diese Idee seit 18 Jahren, aber sie sagen nie, was sie konkret darunter verstehen. Dennoch ist klar: Mehr Koordinierung täte der Währungsunion gut. Die Optimisten sagen: Europa wird immer dann koordinieren, wenn es notwendig ist. Das hat im September bei den Bankenrettungsplänen ja ganz gut geklappt. Selbst England, das mit London das Finanzzentrum Europas besitzt, war mit von der Partie! Allerdings wurden die Regierungen damals von den Finanzmärkten zum gemeinsamen Handeln fast gezwungen.

Was sagen die Realisten?

Sie pochen auf bessere Institutionen, damit die Kooperation sichergestellt wird. Klar ist, dass der Stabilitätspakt alleine nicht ausreicht. Es gibt viel mehr Quellen der makroökonomischen Instabilität als die wichtige Fiskalpolitik, die überwacht werden müssen.

Zum Beispiel?

Der Immobilienboom, wie ihn Spanien in den vergangenen zehn Jahren erlebt hat oder der Kreditboom in den neuen EU-Mitgliedsländern, etwa in Lettland. Wir brauchen eine bessere Makro-Überwachung. Europa hat sich viel zu lange auf dem Irrglauben ausgeruht: Am Anfang eines jeden Makro-Problems stehe ein Haushaltsproblem.

Am 1. Januar wird der Euro zehn Jahre alt. Ist die Gemeinschaftswährung ein Erfolg?

Ja. Viele weitere Länder wollen den Euro und kein Land will aus der Währungsunion wieder heraus. Zudem hat der Euro mit der Liquiditätskrise, die von der EZB gut gehandhabt wurde, einen wichtigen Test bestanden. Und vor allem hat die Europäische Zentralbank (EZB) gezeigt, dass sie aus Erfahrungen lernen kann.

Sie haben keine Kritik?

Klar, gibt es auch Schwächen: Erstens die Gleichgültigkeit mancher Regierungen, die noch nicht verstanden haben, was es heißt, Teil einer Währungsunion zu sein. Und welch wichtige Rolle die gegenseitige Überprüfung der Finanz- und Wirtschaftspolitik darin spielt. Zweitens die Schwäche im Bereich der Außenvertretung. Sowie drittens die zu rigide Herangehensweise an die Kooperation mit Nachbarstaaten.

Sie meinen die Aufnahmekriterien in die Währungsunion?

Auch. Die Art und Weise, wie die EZB die Aufnahme neuer Mitglieder handhabt, ist viel zu konservativ. Sie hält an den alten Kriterien fest. Die sind aber teilweise ökonomisch sinnlos geworden.

Würden Sie die Kriterien ändern?

Bei dem Inflationskriterium sollte die Geldentwertung Eurolands die Messlatte sein. Zur Zeit ist es der Durchschnitt der drei niedrigsten Inflationsraten in allen 27 EU-Ländern. Das ergibt keinen Sinn.

Wird Euroland angesichts der Turbulenzen an den Devisenmärkten nach den Rettungspaketen für die Banken eines für Osteuropa schnüren müssen?

Ich fürchte, ja. Einfach weil alle Staaten dort von der Krise und von Kapitalabfluss getroffen sind - und das hat nicht unbedingt mit Fehlern der dortigen Regierungen zu tun. Das ganze Wachstumsmodell dieser Staaten steht zur Disposition. Es beruhte auf gut ausgebildeten und dennoch preiswerten Arbeitskräften sowie der Integration in den stabilen Eigentumsrahmen sowie Freihandel der EU. Auch viele westliche Banken ließen sich dort nieder und beglückten die Länder mit Finanzinnovationen. Das zog Investoren an und brachte viel Kapital. Aber jetzt in der Krise kehrt sich die Situation völlig um, das Kapital fließt ab.

Euroland trägt also eine Mitschuld?

Es geht hier nicht um Schuld. Aber die Integration dieser Staaten in die EU war eben Vorbedingung für die Krise. In dem Maße, in dem die alten Mitgliedstaaten ungewöhnliche Maßnahmen zur Beruhigung der Krise treffen, lassen sie die neuen umso riskanter erscheinen. Die komplette Einlagengarantie für Sparer etwa, die Deutschland und andere alte EU-Staaten gewährt haben, hat die Lage in den osteuropäischen Staaten vergleichsweise verschlimmert.

Wie müsste das Paket aussehen?

Auf jeden Fall muss die EZB den Ländern Euro zur Verfügung stellen, damit sie den in ihren Ländern operierenden Banken Liquidität zur Verfügung stellen können. Das ist etwas anderes als längerfristige Zahlungsbilanzhilfen wie zum Beispiel Euro-Kredite von der EU und dem Internationalen Währungsfonds. Die EZB sollte auch vorübergehend Staatsanleihen in den Währungen der osteuropäischen Länder als Sicherheiten zulassen.

Wird das Jahr 2008 als Wendepunkt in die Wirtschaftsgeschichte eingehen?

Mit Sicherheit. Schauen sie sich nur an, wie sehr sich die Ansichten über die richtige Wirtschaftspolitik in den vergangenen Monaten verändert haben. Das ist kaum zu beschreiben. Leute, die bis gestern absolut überzeugt waren von strikter Haushaltsdisziplin, fordern heute, dass der Staat sich verschulden soll. Das sagt viel aus über den Grad ihrer Besorgnis.

Was hat die Krise bei Ihren Denkmustern verändert?

Die Krise sollte uns Wirtschaftswissenschaftler demütig machen, uns vor Augen führen, wie viele Fehler wir machen können. Wir haben diese verheerende Krise trotz Erfahrungen, etwa in Asien Ende der 90er Jahre, nicht vorhergesehen und den Finanzmärkten zu viel zugetraut. Ich habe mir nicht vorstellen können, dass der freie Kapitalmarkt bei der Einschätzung der Risiken so versagt.

Berliner Zeitung, 27.12.2008

FOCUS/L'euro fête ses dix ans avec une crédibilité renforcée

Bruxelles (AWP/ats/afp) - Renforcée par le rôle de bouclier qu'elle a joué pendant la crise financière, la monnaie européenne fête ses dix ans avec d'autant plus de crédibilité que les difficultés économiques semblent favoriser une réelle coordination politique de la zone euro.

La zone euro, qui rassemblera 329 millions de personnes dans 16 pays européens après l'adhésion de la Slovaquie le 1er janvier, représente 16,5% de la richesse mondiale. Avec cinq nouveaux membres en dix ans, dont quatre depuis 2007, elle ne cesse de s'élargir. L'euro semble plus crédible et prisé que jamais.

Il a été perçu comme un rempart face à la crise financière, suscitant un regain d'intérêt de pays de l'UE qui boudaient jusqu'ici la monnaie unique, comme le Danemark ou la Suède - jusqu'en Islande, qui n'est même pas dans l'Union européenne.

"Dans cette période de crise, l'euro protège les entreprises contre la volatilité des taux de change qui les avait durement touchées lors de phases de récession précédentes", soulignait récemment le président de la Commission européenne José Manuel Barroso.

Les atouts de la monnaie unique européenne, devenue la deuxième devise mondiale après le dollar, ne s'arrêtent pas là: elle représente 27% des réserves de changes mondiales, traite d'égal à égal avec le dollar et le yen sur la scène mondiale et permet d'éviter des crises monétaires à répétition.

"Face à la crise financière, sans l'euro, il y aurait eu une pagaille monétaire incroyable en Europe avec au moins cinq ou six dévaluations et une compétition monétaire qui aurait à mon avis menacé le marché unique", estime Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman.

L'euro a aussi permis de renforcer la convergence des économies européennes, notamment avec la création de l'Eurogroupe, le forum informel des ministres des Finances de la zone euro qui se réunit une fois par mois.

Mais la zone euro souffre encore d'un déficit de représentation à l'international: elle n'a pas de représentation propre dans les forums internationaux, comme le Fonds monétaire international ou le G7. Et elle manque de pilotage politique commun des gouvernements.

La France lance des appels répétés depuis dix ans pour la constitution d'un véritable "gouvernement économique" de la zone euro, qui l'érigerait en interlocuteur politique face à la toute-puissance monétaire de la Banque centrale européenne (BCE).

Mais ce concept a toujours paru suspect aux Allemands, qui y ont vu une menace pour l'indépendance de la BCE.

La crise financière a peut-être réussi là où dix ans d'union monétaire avaient échoué. Elle a permis l'organisation d'un sommet des chefs d'Etat de la zone euro en octobre à Paris - le premier du genre - sur les difficultés bancaires, et ce sommet, ainsi que les mesures coordonnées de soutien au secteur bancaire et le plan de relance européen, marquent un tournant.

"Jamais depuis que j'exerce des fonctions de premier ministre et de ministre des finances je n'ai vu l'Europe gouvernée avec autant d'intensité", a dit le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, vieux routier des sommets européens.

"Jusqu'ici, on ne savait pas très bien ce que voulait dire +gouvernement économique+", explique Jean Pisani-Ferry, du centre d'études européennes Bruegel. Or le plan de relance coordonné a fourni "un cas concret" et "montré qu'il faut avoir des dispositifs de coordination qui vont au-delà de la simple surveillance".

Les divisions entre grands pays européens sur la meilleure stratégie à suivre ont cependant montré que les choses restaient difficiles. "J'espère que les gouvernements vont en tirer les conclusions à l'avenir", mais "on a encore énormément d'efforts à faire", souligne Jean-Dominique Giuliani.

ats/mm

(AWP/29 décembre 2008 10h45)

Handelsblatt.com

30.12.2008

EU-Staaten

Spaltet die Krise die EU?

von Ruth Berschens

Ökonomen warnen: Die Rezession bedroht den Zusammenhalt zwischen den alten EU-Staaten im Westen und Süden des Kontinents und den neuen Mitgliedstaaten in Mittel- und Osteuropa. Die Wirtschaftsflaute trifft die neuen Mitglieder härter als die alten - vor allem die Abhängigkeit von ausländischen Investoren macht ihnen zu schaffen.

Die Finanzkrise fördert eine neue Asymmetrie zwischen Staaten innerhalb und außerhalb der Euro-Zone zutage. Foto: dpa

BRÜSSEL. Davor haben Ökonomen des Brüsseler Forschungsinstituts Bruegel gewarnt. "Eine neue wirtschaftliche und politische Teilung innerhalb Europas ist klar möglich", schreiben die Volkswirte Zsolt Darvas und Jean Pisani-Ferry. Die Krise fördere eine neue "Asymmetrie" zwischen Staaten inner- und außerhalb der Euro-Zone zutage. "Die Finanzkrise trifft die neuen EU-Staaten viel härter als die alten", schreiben die Autoren. Die Euro-Zone müsse zudem sehr aufpassen, dass ihr eigener Kampf gegen die Rezession am Ende nicht zulasten der restlichen EU gehe.

Zwei osteuropäische EU-Staaten gerieten im Zuge der Finanzkrise bereits an den Rand des Staatsbankrotts. Die EU-Kommission und der Internationale Währungsfonds (IWF) eilten Ungarn und Litauen mit Zahlungsbilanzkrediten in Milliardenhöhe zur Hilfe, um sie vor dem Zusammenbruch zu bewahren. Weitere Staaten außerhalb der Euro-Zone könnten ebenfalls in diese Lage geraten, warnte das Bruegel-Institut.

Durch die Finanzkrise gefährdet seien die mittel- und osteuropäischen Staaten vor allem wegen ihrer großen Abhängigkeit von ausländischen Investoren. Die würden ihr Kapital mehr und mehr abziehen. Länder mit hohen Leistungsbilanzdefiziten etwa im Baltikum oder auf dem Balkan hätten solche Finanzierungsprobleme zwar schon früher gehabt, doch seit Ausbruch der Krise habe sich die Kapitalflucht drastisch verschärft.

Nicht-Euro-Länder sind die Leidtragenden.

Die Euro-Staaten hätten diesen Trend weiter verstärkt mit der Gewährung von Staatsgarantien für Bankeinlagen. Damit seien Investitionen innerhalb der Euro-Zone attraktiver geworden, und dies gehe zulasten der Nicht-Euro-Staaten. Die Geldinstitute in Mittel- und Osteuropa hätten zudem besonders stark zu leiden unter dem Stillstand bei den Ausleihungen auf dem Interbankenmarkt. "Geschäftsbanken in den neuen EU-Mitgliedstaaten" seien auf breiter Front "abgeschnitten von Euro-Liquidität", beklagen die Bruegel-Autoren. Mittelfristig müssten die neuen EU-Staaten auch befürchten, dass ihre Ausfuhren in den Westen der EU drastisch einbrechen. Dies werde die exportabhängige Wirtschaft vieler Länder hart treffen. Staatliche Subventionen für Industriestandorte innerhalb der Euro-Zone könnten den Nachbarstaaten in Mittel- und Osteuropa zusätzlich schaden. Deshalb müssten die EU-Wettbewerbsregeln auch in der Krise strikt angewandt werden, mahnen die Autoren. "Die Regierungen müssen Subventionen vermeiden, die den Handel

mit oder Direktinvestitionen in den neuen EU-Mitgliedstaaten beeinträchtigen", schreiben die Bruegel-Ökonomen. Sie appellieren an die Europäische Zentralbank, den mittel- und osteuropäischen Staaten aus der Kreditklemme zu helfen. Die EZB müsse befristet mittel- und osteuropäische Währungen gegen Euro tauschen und Staatsanleihen der jeweiligen Länder ankaufen. Die Europäische Investitionsbank und die Osteuropa-Bank müssten den Mittel- und Osteuropäern mit zusätzlichen Krediten helfen.

Die Finanzkrise werfe zudem ein ganz neues Licht auf die Frage, ob und wann die neuen EU-Staaten den Euro einführen. Für die von Kapitalimporten abhängigen Länder sei die Mitgliedschaft in der Währungsunion mit der Finanzkrise deutlich attraktiver geworden. Insgesamt dürfe sich in Mittel- und Osteuropa nicht der Eindruck verstärken, dass sich die alte EU in der Krise unsolidarisch verhalte.

Link zum Artikel: http://www.handelsblatt.com/politik/international/spaltet-die-krise-die-eu;2117669

© 2008 ECONOMY.ONE GmbH - ein Unternehmen der Verlagsgruppe Handelsblatt GmbH
Verlags-Services für Werbung: www.gwp.de (Mediadaten) | Verlags-Services für Content: Content Sales Center | Sitemap | Archiv
Powered by Interactive Data Managed Solutions
Keine Gewähr für die Richtigkeit der Angaben. Bitte beachten Sie auch folgende Nutzungshinweise, die Datenschutzerklärung und das Impressum.

euobserver.com

Ten years on, eurozone takes on 16th member

LUCIA KUBOSOVA

30.12.2008 @ 10:10 CET

EUOBSERVER / BRUSSELS - Ten years after the original 11 countries in western Europe set up a common currency, the monetary union is due to enlarge to Slovakia, as its 16th member state and the first in central Europe to switch to the euro.

"I'm sure this event will trigger a lot of positive expectations and positive results for the Slovak economy and citizens," EU economy and monetary affairs Joaquin Almunia told journalists ahead of 1 January.

"The Slovak economy was able to fulfil al the conditions required to join the euro less than five years after the country entered the EU and this had required a political will and a very dynamic economy. Now it's the time to reap the benefits of sharing the same currency," with 325 million Europeans in the 15-strong eurozone.

Slovak finance minister Jan Pociatek with a prototype of the Slovak version of the euro coin (Photo: European Commission)

Some diplomats and officials described Bratislava's path to the euro as quite "bumpy," with the country's ambassador to the EU Maros Sefcovic claiming Slovakia had to convince colleagues about its readiness "at least twice as hard" as previous euro newcomers.

After Slovenia entered the eurozone in 2007 and Malta and Cyprus followed suit at the beginning of this year, Slovakia will be the first central European state to join the euro club. It will be the poorest country, with some 67 percent of the eurozone's average GDP.

During the evaluation process, the long-term prospect of the Slovakia's price stability caused the biggest doubts over its readiness to adopt the euro, but despite recording the highest economic growth rates across the EU, Slovakia managed to keep inflation below the required threshold.

Concerning the switch-over in January, concerns over inflation have become "secondary," according to Daniel Gros, director of the Brussels-based Centre for European Policy Studies.

He argues that due to the financial crisis, the main challenges for Bratislava will instead be to maintain domestic financial stability with a well-functioning inter-banking market and to have industry not too much affected by the slow-down in Europe, particularly in the automobile sector.

Slovakia is the third-largest car manufacturer in central Europe and one of the fastest growing automotive markets in the region.

The car industry has been severely hit by the global recession followed by the credit crunch however, with industrial production flat on the year in October - the worst performance since March 2005 - and below market forecast of a 4.7 percent increase, according to the Slovak Statistics Office.

Commissioner Almunia argues that it will be crucial that Slovakia continues to catch up in terms of GDP per capita levels, as well as productivity and competitiveness levels.

"The Slovak economy should be flexible and dynamic, its budgetary policy sustainable and its labour market adjustments should take place smoothly - if these conditions are met, all the benefits of the euro will be higher," said the commissioner.

Who comes next?

As a significantly poorer country having transformed itself from a centrally-planned economy to a market economy, Slovakia's accession to the EU's monetary union has been watched closely as a test case for other states hoping to join.

"Slovakia will be the key example in the future when decisions on future entrants are made because if the country functions smoothly, it will be a good argument for the countries in the same region," Zsolt Darvas, from the Brussels-based Bruegel think-tank told EUobserver.

He pointed out that Poland and Hungary are the most likely to join after their Visegrad neighbour, as the governments of both countries have indicated they would like to enter the so-called European Exchange Rate Mechanism (ERM II), a fixed exchange rate waiting room for the euro.

As the candidates to join the European currency need to remain in the system for a

minimum of two years, Mr Darvas argues that both Poland and Hungary could join the euro in three years from now.

While Poland currently meets all necessary euro entry criteria, albeit with slightly high inflation, Hungary would have a problem with a public debt, currently at the level of 66 percent of GDP, above the eurozone's threshold of 60 percent.

The Czech Republic would also make it to the euro club without major problems according to several analysts. But just as in the UK, where some insiders say the government is considering such a possibility, the euro remains a matter of political division.

The Baltic states of Estonia, Lithuania and Latvia have all joined ERMII but are currently facing problems due to the global financial crisis, so their original plans to adopt the euro in 2009 or 2010 have been postponed until an unknown date.

On the other hand, Denmark might be the next western European country to shift to the common currency area - also as an indirect consequence of the credit crunch and economic recession.

The eurozone was launched on 1 January 1999 across 11 countries: Austria, Belgium, Finland, France, Germany, Ireland, Italy, Luxembourg, the Netherlands, Portugal and Spain. Greece met the convergence criteria in 2000 and joined in January 2001.

The UK and Denmark secured a derogation to stay outside the euro area, while Sweden had legally committed to adopt the common currency but had so far not fulfilled the obligation as the country's voters rejected the move in a referendum.

After Slovenia, Malta, Cyprus and Slovakia, all other countries in central and eastern Europe as well as Bulgaria and Romania are also due to become the members of the eurozone when they are ready.

© 2009 EUobserver.com. All rights reserved. Printed on 12.01.2009.